

Les législateurs péruviens réduisent les issues de la crise et augmentent leurs privilèges

Image not found or type unknown



Par Roberto Morejón

Dans l'impasse péruvienne, le Congrès contrôlé par la droite et accusé de vouloir maintenir ses privilèges se distingue par son divorce avec la réalité politique et sociale.

Pour un organe législatif dont le taux d'approbation n'est que de 7% et qui n'a pas permis à l'ancien président Pedro Castillo de gouverner, tout semble passer par sa décision de freiner ou de retarder la convocation de nouvelles élections, comme le réclament les secteurs majoritaires de la société.

Mais alors que le pays était choqué par la répression des manifestations protestant contre le renversement de Castillo et exigeant la démission de sa successeuse, la présidente nommée Dina Boluarte, les parlementaires s'engraissaient de dispenses.

Une révélation journalistique a dénoncé comment ils ont accès à des repas coûteux depuis décembre 2022, sur décision du conseil d'administration, grâce auxquels l'Etat dépense dans chacun des élus l'équivalent de près de 50 dollars par jour.

Les dépenses pour ce concept avaient été multipliées par cinq depuis une date antérieure, février 2022. A en juger par l'enquête journalistique, les favorisés considèrent que leurs menus exquis sont équitables.

Les secteurs du Pérou profond, comme ils appellent les plus démunis du sud, n'ont pas tardé à fustiger les législateurs.

Le Réseau des soupes populaires de Lima a rejeté ce qu'il considère comme un luxe, payé, selon cette organisation humanitaire, par des millions de Péruviens, tandis que l'activiste sociale Fortunata Palomino a qualifié les appétits des congressistes de "gifle au visage de la pauvreté".

Les ambitions riches en protéines des personnes auxquelles il est fait allusion contrastent avec la situation critique de nombreux Péruviens, puisque la pauvreté aurait atteint 30 % de la population en 2022.

Le Pérou est le quatrième pays le plus inégalitaire au monde, 1 % de la population détenant entre 25 et 30 % du revenu total.

Ce n'est pas une coïncidence si les manifestants qui, ces dernières semaines, ont exigé en plus de la démission de Dina Boluarte, la fermeture du Congrès et la convocation d'une Assemblée constituante, ont souligné la négligence des élites économiques à l'égard de leur situation.

Tant la présidente Boluarte que le parlement réactionnaire ont tenté de justifier la réponse de la police et de l'armée aux manifestants, une répression qui a fait plus de 60 morts et des centaines de blessés et d'arrestations.

Le scandale concernant la généreuse allocation des législateurs grâce au financement de l'État va accroître leur discrédit aux yeux des Péruviens ordinaires.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/314994-les-legislateurs-peruviens-reduisent-les-issues-de-la-crise-et-augmentent-leurs-privileges>



Radio Habana Cuba